

« SOUS NOS YEUX »

Soulèvement contre le Frère Erdogan

par Thierry Meyssan

Pour Thierry Meyssan, les Turcs ne manifestent pas contre le style autoritaire de Recip Tayyeb Erdogan, mais contre sa politique, c'est-à-dire contre les Frères musulmans dont il est le mentor. Il ne s'agit pas d'une révolution colorée sur la place Taksim contre un projet immobilier, mais d'un soulèvement dans l'ensemble du pays, bref c'est une vraie révolution qui remet en cause le « printemps arabe ».

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 10 JUIN 2013

ESPAÑOL ENGLISH



En une dizaine de jours, la répression des manifestations anti-Erdogan a déjà fait 3 morts et plus de 5 000 blessés.

Le soulèvement turc plonge ses racines dans les incohérences du gouvernement Erdogan. Celui-ci, après s'être présenté comme « *démocrate-musulman* » (sur le modèle des « *démocrates-chrétiens* »), a brusquement affiché sa vraie nature à l'occasion des « *révolution colorées* » du printemps arabe.

En politique intérieure et extérieure, il existe un avant et un après

cette volte-face. Avant, c'était le noyautage des institutions. Après, c'est le sectarisme. Avant, c'est la théorie d'Ahmed Davutoğlu de « *zéro problème* » avec ses voisins. L'ex-empire ottoman semblait sortir de sa torpeur et revenir à la réalité. Après, c'est l'inverse : la Turquie s'est re-brouillée avec chacun de ses voisins et est entrée en guerre contre la Syrie.

Les Frères musulmans

Derrière ce virage, les Frères musulmans, une organisation secrète dont Erdogan et son équipe ont toujours été membres, malgré leurs dénégations. Si ce virage est postérieur à celui du Qatar, financier des Frères musulmans, il porte la même signification : des régimes autoritaires qui paraissaient anti-israéliens affichent soudainement leur alliance profonde.

Il importe ici de rappeler que l'expression occidentale de « *printemps arabe* » est un leurre visant à faire accroire que les peuples tunisien et égyptien auraient renversé leur gouvernement. S'il y a bien eu une révolution populaire en Tunisie, elle ne visait pas à changer le régime, mais à obtenir une évolution économique-sociale. Ce sont les États-Unis, et non la rue, qui ont ordonnés à Zinedine el-Abidine Ben Ali et à Hosni Moubarak de quitter le pouvoir. Puis c'est l'OTAN qui a renversé et fait lyncher Mouammar el-Khadafi. Et ce sont à nouveau l'OTAN et le CCG qui ont alimenté l'attaque de la Syrie.

Partout en Afrique du Nord —sauf en Algérie—, les Frères musulmans ont été placés au pouvoir par Hillary Clinton. Partout, ils ont des conseillers en communication turcs, gracieusement mis à disposition par le gouvernement Erdogan. Partout, la « *démocratie* » n'a été qu'une apparence permettant aux Frères d'islamiser les sociétés en échange de leur soutien au capitalisme pseudo-libéral des États-Unis.

Le terme « *islamiser* » renvoie à la rhétorique des Frères, pas à la réalité. La Confrérie entend contrôler la vie privée des individus en se fondant sur des principes extérieurs au Coran. Elle remet en

cause la place des femmes dans la société et impose une vie austère, sans alcool ni cigarettes, et sans sexe, du moins pour les autres.

Durant une dizaine d'années, la confrérie s'est faite discrète, laissant la transformation de l'Enseignement public aux bons soins de la secte de Fethullah Gülen, dont le président de la République Abdullah Gül est membre.

Bien que la confrérie clame sa haine de l'*American Way of Life*, elle se tient sous la protection des Anglo-Saxons (UK, USA, Israël) qui ont toujours su utiliser sa violence contre ceux qui leur résistaient. La secrétaire d'État Hillary Clinton avait installé dans son cabinet son ancienne garde du corps, Huma Abedin (épouse du député sioniste démissionnaire Antony Weiner), dont la mère Saleha Abedin dirige la branche féminine mondiale de la confrérie. C'est par ce biais qu'elle agitait les Frères.

Les Frères ont fourni l'idéologie d'Al-Qaeda, par l'intermédiaire de l'un d'entre eux : Ayman al-Zawahiri, organisateur de l'assassinat du président Sadate et actuel leader de l'organisation terroriste. Al-Zawahiri, comme Ben Laden, a toujours été un agent des services états-unien. Alors qu'il était considéré officiellement comme ennemi public, il rencontrait très régulièrement la CIA à l'ambassade US à Bakou, de 1997 à 2001, témoigne la traductrice Sibel Edmonds, dans le cadre de l'opération « *Gladio B* » [1].

Une dictature progressive

Lors de son emprisonnement, Erdogan a prétendu avoir rompu avec les Frères et a quitté leur parti. Puis, il s'est fait élire et a imposé lentement une dictature. Il a fait arrêter et emprisonner deux tiers des généraux, accusés de participer au Gladio, le réseau secret d'influence US. Et il a obtenu le plus fort taux d'incarcération de journalistes au monde. Cette évolution a été masquée par la presse occidentale qui ne saurait critiquer un membre de l'OTAN.

L'armée est le gardien traditionnel de la laïcité kémaliste. Cependant, après le 11-Septembre, des officiers supérieurs se sont

inquiétés de la dérive totalitaire des États-Unis. Ils ont pris des contacts avec leurs homologues en Russie et en Chine. Pour stopper cette évolution avant qu'il ne soit trop tard, des juges leur ont rappelé leurs antécédents pro-US.

Si les journalistes peuvent être, comme toute autre profession, des voyous, le taux d'incarcération le plus élevé du monde renvoie à une politique : celle de l'intimidation et de la répression. À l'exception d'Ulusal, la télévision était devenue un panégyrique officiel, tandis que la presse écrite prenait le même chemin.

« zéro problème » avec ses voisins

La politique étrangère d'Ahmed Davutoğlu était tout aussi risible. Après avoir cherché à résoudre les problèmes laissés sans solution, un siècle plus tôt, par l'Empire ottoman, il a voulu jouer Obama contre Netanyahu en organisant la *Flotille de la liberté* vers la Palestine [2]. Mais, moins de deux mois après la piraterie israélienne, il acceptait la création d'une commission d'enquête internationale chargée d'étouffer l'affaire et reprenait en sous-main la collaboration avec Tel-Aviv.

Signe de la coopération entre les Frères et Al-Qaïda, la confrérie avait placé sur le *Marvi Marmara* Mahdi al-Hatari, numéro 2 d'Al-Qaïda en Libye et probable agent britannique [3].

Catastrophe économique

Comment la Turquie a-t-elle gâché non seulement une décennie de travail diplomatique de restauration de ses relations internationales, mais aussi sa croissance économique ? En mars 2011, elle participe à l'opération de l'OTAN contre la Libye, un de ses principaux partenaires économiques. Une fois la guerre finie, la Libye étant détruite, la Turquie perdit son marché. Simultanément, Ankara se lança dans la guerre contre son voisin syrien avec lequel elle venait, un an plus tôt, de signer un accord de libéralisation

commerciale. Le résultat ne se fit pas attendre : la croissance de 2010 était de 9,2 %, elle tomba en 2012 à 2,2 % et continue à chuter [4].

Relations publiques

L'arrivée au pouvoir des Frères en Afrique du Nord est montée à la tête du gouvernement Erdogan. En affichant son ambition impériale ottomane, il a décontenancé le public arabe pour commencer, puis a dressé la majorité de son peuple contre lui.

D'un côté, le gouvernement finance *Fetih 1453*, film au budget pharaonique pour le pays, censé célébrer la prise de Constantinople, mais historiquement fallacieux. D'un autre, il tente d'interdire la plus célèbre série télévisée du Proche-Orient, *Le Harem du Sultan*, parce que la vérité ne donne pas une image pacifique des Ottomans.

La vraie raison du soulèvement

La presse occidentale met en avant, dans le soulèvement actuel, des points de détail : un projet immobilier à Istanbul ; l'interdiction de vendre de l'alcool en soirée ; ou des déclarations encourageant la natalité. Tout cela est vrai, mais ne fait pas une révolution.

En affichant sa vraie nature, le gouvernement Erdogan s'est coupé de sa population. Seule une partie minoritaire des sunnites peut se reconnaître dans le programme rétrograde et hypocrite des Frères. Or, environ 50 % des Turcs sont sunnites, 20 % sont alévis (c'est-à-dire alaouites), 20% sont Kurdes (principalement sunnites), et 10 % appartiennent à d'autres minorités. Il est statistiquement clair que le gouvernement Erdogan ne peut pas résister au soulèvement que sa politique a provoqué.

En le renversant, les Turcs ne résolvent pas seulement leur problème. Ils mettent fin à la guerre contre la Syrie. J'ai souvent noté que celle-ci s'arrêterait lorsque un de ses sponsors étrangers

disparaîtrait. Ce sera bientôt le cas. Ce faisant, ils mettent un terme à l'expansion des Frères. La chute d'Erdogan annonce celle de ses amis ; de Ghannouchi en Tunisie, à Morsi en Égypte. Il est en effet peu probable que ces gouvernements artificiels, imposés par des élections truquées, puissent survivre à leur puissant parrain.

Thierry Meyssan

[1] « [Al Qaeda Chief was US Asset](#) », par Nafeez Ahmed, 21 mai 2013.

[2] « [Pourquoi Israël a-t-il attaqué des civils en Méditerranée ?](#) », et « [Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 31 mai et 6 juin 2010.

[3] « [L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 décembre 2011.

[4] « [Turkey's Economic Growth Slows Sharply](#) » par Emre Perer et Yeliz Candemir, *The Wall Street Journal*, 1er avril 2013.

Source : « [Soulèvement contre le Frère Erdogan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 juin 2013, www.voltairenet.org/article178820.html